

## Banques: pas de crise au Cambodge !

entretiens avec les PDG

**Canadia Bank**

**Acleda Bank**

**Michael Lor**

**In Channy**



**Phnom Penh**

**Retour**

**au Schéma directeur ?**



**Raoul Jennar**

**20 ans après les Accords de Paris  
Quel bilan ?**

**DOSSIER**

## LE CRÉDIT—CARBONE

- **Raphaëlle Deau, Nexus, le réchauffement climatique, ...**
- **Uy Kamal, ministère de l'Environnement six projets en cours**
- **Leng Ratanakoma, département des Forêts un projet-pilote**

**Exportations GSP / MFN - Confection - Tourisme : bons chiffres**  
**Cambodia Airports croissance soutenue - liaisons nouvelles**  
**L'Afrique: un gros client pour le paddy cambodgien ?**

**Procès: fin de partie ?**

**Succès et insuccès  
du développement**

**l'assassinat  
du boeng Kak**

**Livre**

**Raoul Jennar**

**Khieu Samphan et les Khmers rouges**

# questions d'actualité

## Inondations

La surface des rizières détruites par les inondations atteindra 220 000 ha, et la production de paddy sera réduite d'environ 10 %. « Nous pouvons faire face, nous sommes en train de le faire. Pas de crise du riz au Cambodge » nous dit Thon Virak, PDG de Geeen Trade, entreprise publique.

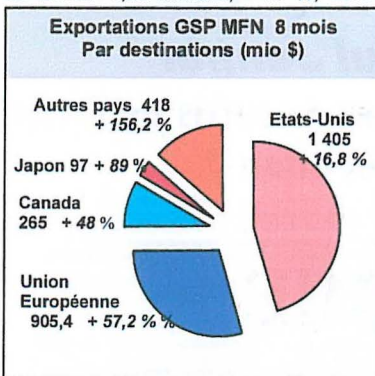
## Croissance en 2011: prévisions en baisse

Les inondations, les incertitudes concernant l'activité économique internationale ont conduit certains prévisionnistes à baisser leurs chiffres prévisionnels pour 2011: une augmentation du PNB aux environs de 6 %, au lieu de 7 % pour le ministre des Finances; entre 6 et 7 % selon l'Economic Institute of Cambodia; aux environs de 6,5 % au lieu 6,8 % pour l'ADB ...

### Exportations GSP/MFN 8 mois : + 42,3 %

La tendance précédente se poursuit, c'est-à-dire une forte progression, le total pour 8 mois atteignant 3,09 milliards de dollars. Tous les secteurs y ont participé:

- **confection:** les exportations ont atteint au total 2,565 milliards de dollars, en progrès de 34,4 % sur les 8 premiers mois de 2010. 1,35 milliard, + 16 %, vers les Etats-Unis, de loin le premier acheteur; 694,9 millions, + 60 %, vers l'Union Européenne; 254,7 millions vers le Canada, + 47,5 %; 74 millions vers le Japon, + 120 %; 183,8 millions vers le reste du monde, + 87,8 %.



- **chaussures:** 175,3 millions de dollars, en progrès de 67,9 %. Principaux acheteurs: les Etats-Unis (175,3,

+ 67,9 %); l'Union Européenne (92,3 millions de dollars, + 43,8 %); le Japon (20,8 millions, + 28,3 %); le Canada (4,7 millions, + 185,7 %); le reste du monde ((36,6 millions, + 168,7 %).

- **Le riz:** il figure pour la première fois, séparément des « autres produits » dans les statistiques. Les exportations pour 8 mois : 103 000 tonnes, 60,2 millions de dollars, en augmentation de 211 %. Les acheteurs: l'Union Européenne (88 000 t, 48,4 millions), les Etats-Unis; le reste du monde (14 400 t, 11,3 millions) ...

Les exportations cette année atteindront 200 000 tonnes, et 25 % de plus en 2012 estime Thon Virak (Green Trade). L'objectif officiel, exporter 1 million de tonnes de riz en 2015, peut être atteint, estime Thon Virak. On travaille à améliorer toute la chaîne, rendement des rizières (actuellement 2,76 t/ha), rizeries modernes (il y en a maintenant 20, avec une capacité de 5 à 30 m3/jour), coût de l'électricité, manque de finances, coût des transports, du stockage, coûts portuaires, connaissance des marchés, capacité de Kompong Saom (passée de 7 à 10 000t) ... (cn 292 Mao Thora, Thon Virak: « Organiser la filière riz »). Les progrès cependant sont rapides, et la demande mondiale est forte (voir dans ce n° p. 8).

Il faut rappeler que les exportations de paddy sont interdites, mais il y a beaucoup d'exportations de paddy à titre individuel, non contrôlées, en direction du Vietnam notamment.

- **textiles:** 32 millions de dollars d'exportations pour 8 mois, en progrès de 83,5 %.

- **autres produits:** 258,8 millions d'exportations, une progression très forte de 111,7 % qui témoigne de la diversification tant souhaitée des exportations cambodgiennes. On prévoit pour 2011 l'exportation d'environ 200 000 t de maïs, environ 4 millions de t. de manioc, environ 63 000 t de caoutchouc.

Les acheteurs: les « autres pays » (Vietnam, Chine ...) (177,9 millions); l'Union Européenne (60,5); les Etats-Unis (16,7); le Canada (2,4); le Japon (1,1).

## Procès: fin de partie ?

La démission du co-juge d'instruction Siegfried Blunk, le 9 Octobre, pourrait être plus qu'un épisode dans le cours du procès des Khmers rouges: la voie d'eau qui conduit au naufrage. On peut bien le remplacer par un autre juge prévu à cet effet, le procès risque de perdre beaucoup de sa crédibilité. Le juge Blunk a démissionné « à cause des pressions du gouvernement ».

Un juge s'il ne se sent pas libre d'exercer sa fonction, s'il a le respect de l'éthique professionnelle, il démissionne. C'est ce que nous disait le juge Marcel Lemonde, précédent collègue du co-juge d'instruction You Bunleng, en février 2007 (cn 250), à une époque où une pression gouvernementale n'était qu'une simple et très invraisemblable hypothèse :

« Il y a des choses qui ne sont pas négociables. Les juges internationaux ne peuvent pas négocier ce qui constitue la raison de leur présence ici. En d'autres termes, ils ne peuvent participer qu'à un procès équitable, organisé devant une juridiction indépendante et impartiale. Si les garanties d'un tel procès ne sont pas réunies, ils n'ont pas de choix et ne peuvent que se retirer. Ce serait évidemment dramatique pour le Cambodge et nous faisons tout pour ne pas en arriver là ».

Le Premier ministre et des membres très éminents du gouvernement ont nettement exprimé qu'ils ne voulaient pas que le tribunal s'occupe des cas 03 et 04 (pour les raisons de poursuivre ou de ne pas poursuivre, voir cn n° 299).

S'agit-il d'une « pression » ? Le gouvernement le nie. Mais si le premier Ministre, le ministre des Affaires étrangères, le ministre de l'Information, le porte-parole du Conseil des ministres donnent de la voix, « s'opposent à la poursuite des cas 03 et 04 » comment aller contre une telle artillerie ? Bien des juristes estiment que oui, il y a pression.

### Une fin provoquée ?

Partant de l'idée que le gouvernement est bon manœuvrier, on peut émettre l'hypothèse que c'est bel et bien l'objectif du gouvernement que les juges démissionnent, que l'on renonce aux cas 03 et 04, que le procès s'éteigne après le cas 02. Ainsi cette fin « prématurée » ne serait pas de la faute du gouvernement mais des juges qui se laissent impressionner sans raisons, qui démissionnent.

Et tout se complique. Voici que leng Thirith est déclarée mentalement inapte. Voici que, le 24 Octobre, les avocats de Nuon Chea poursuivent le Premier ministre et 10 autres membres du gouvernement pour interférences venant gêner le cours de la justice et les droits des accusés. Voici que les co-juges Blunk et You Bunleng sont sévèrement critiqués par des collègues pour avoir négligé et clos les cas 03 et 04.

Est-on bien sûr que le public et singulièrement les Cambodgiens suivent tous ces épisodes avec attention ? Il n'y aura bientôt plus que des juristes pour s'y intéresser.

C.N.

**CAMBODGE NOUVEAU**

**Cambodia Airports**

Tout va bien pour les trois aéroports internationaux du Cambodge, gérés par *Cambodia Airports*. Le trafic a augmenté de plus de 10 % depuis le début de l'année, et les prévisions pour 2012 sont dans le prolongement de cette tendance: + 10,4 % pour le nombre de passagers, + 7,7 % pour les mouvements d'avions. Le nombre total de passagers devrait dépasser au total 4 millions, un peu plus pour Siem Reap que pour Phnom Penh. Le ralentissement prévu de l'économie au Cambodge, dans la région, dans certaines parties du monde, et l'évolution du prix du fuel, on l'espère, ne devraient pas affecter beaucoup cette tendance estime le nouveau directeur de *Cambodia Airports* Gilles Tellier.

Une bonne nouvelle attendue depuis longtemps: *Cambodia Angkor Air*, la cie nationale, commencera à desservir la liaison **Siem Reap—Sihanouville International Airport** à partir du 14 décembre, 3 vols par semaine dans chaque sens, avec des ATR 72. On espère bien que ce n'est là qu'un commencement, que ces premiers vols vont attirer des compagnies étrangères et des visiteurs, touristes et businessmen qui contribueront au développement de la zone côtière. Et *Myanmar Airlines* inaugure une liaison triangulaire Siem Reap—Phnom Penh—Rangoon avec A 320.

Le Cambodge attire manifestement le trafic aérien:

- **deux nouvelles compagnies** *Tiger Airways* (liaisons quotidiennes Singapour—Phnom Penh et Singapour—Siem Reap avec A 320) et *Eastar Jet* (4 vols par semaine Séoul—

Siem Reap avec B737) portent le total des compagnies à 23 : 19 pour Phnom Penh, 16 pour Siem Reap, 1 pour Sihanoukville. Il est question que *Tonle Sap Airlines* desserve Sihanoukville, mais aucune date n'est encore fixée.

- **5 compagnies augmentent leurs fréquences**, *Asiana Airlines*, *China Southern Airlines*, *Korean Air*, *Lao Airlines*, *Vietnam Airlines*;

- **trois compagnies augmentent leurs capacités**: *Air France* (B777 Paris-Phnom Penh), *Bangkok Airways* (A 319 et A320 Bangkok-Phnom Penh), *Korean Air* (A 320 Séoul—Phnom Penh).

Au total, le nombre de vols hebdomadaires passe à 209 pour Phnom Penh International Airport et à 218 pour Siem Reap International.

L'augmentation du trafic amène des **modifications et travaux** notamment à PPIA: nouveau couloir d'arrivée des voyageurs, plus large, plus aéré; nouvelles disposition des boutiques, plus vastes, plus accueillantes (*Monument Books*, restaurant etc...), élargissement de la piste de Sihanoukville IA.

Qu'en est-il du **nouvel aéroport** que projette de construire une compagnie coréenne à une trentaine de km de Siem Reap ? La réponse de la SCA est que la capacité de *Siem Reap International* est de 6 millions de passagers / an, que l'on en est à 1,7 million, que l'on a donc plusieurs années de marge. On comprend aussi que, forte de sa gestion passée, de sa solidité, de sa réputation, la *Cambodia Airports* prendrait volontiers en charge la gestion de ce nouvel aéroport si, le moment venu le gouvernement le souhaitait.

**TOURISME : + 21,2 % en septembre**

Le nombre des touristes étrangers cette année devrait avoisiner 2,8 millions, une nette augmentation par rapport aux 2,5 millions de 2010. Pour les 8 premiers mois, leur nombre a atteint 1,8 millions. Plus d'un million de visiteurs, une augmentation de presque 25 %, ont visité les temples d'Angkor. Phnom Penh a reçu 800 000 visiteurs, en augmentation de 5 %; le sud-ouest et la côte ont reçu 120 000 visiteurs, + 8 %; les provinces de l'Est plus de 3000 visiteurs, + 7 %.

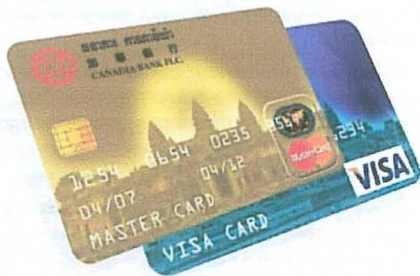
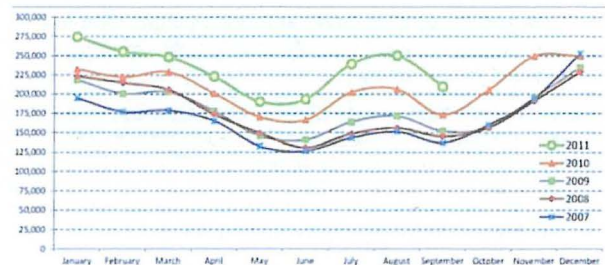
Les inondations ont-elles une incidence sur le tourisme ?

**Asian Trails:** « Des incidences, oui, à cause des inondations en Thaïlande nous avons eu quelques annulations, nous dit Jacques Guichandut. La grande majorité de nos clients viennent d'Europe, et la situation a un effet « sensible » sur notre activité, depuis l'été jusqu'à la fin de 2011, et le début de 2012, que je ne peux pas encore chiffrer. En Europe les gens sont inquiets, on le sent très bien. Les itinéraires que nous faisons pratiquer à nos clients, par exemple dans l'Ouest, à Battambang, à Païlin, restent tout à fait accessibles, mais la route entre Kompong Chhnang et Pursat par exemple

est très détériorée.

Dans l'ensemble l'année sera très bonne pour le tourisme au Cambodge, mais pour nous elle sera «correcte», rien de plus ».

**Exotissimo:** « Pour nous les inondations ont très peu d'incidence nous dit Olivier Marchesin. Nous avons prévenu nos clients, nous avons essayé de tourner la situation de façon positive, quelques-uns mais très peu ont écourté leur séjour. En sens inverse les inondations en Thaïlande ont conduit certains clients à renoncer à la Thaïlande et (suite p. 4)



Carte de Credit pour un meilleur style de vie !



កម្ពុជា កាណាឌីយ៉ា ភ.ស  
加拿大銀行  
CANADIA BANK PLC.

Canada Bank  
Your Best Partner!

No 315, Ang Duong St.(corner of Monivong Blvd.), Phnom Penh, Cambodia  
Tel: (855) 23 - 868 222; Fax: (855) 23 - 427 064  
E-mail: canadia@canadiabank.com.kh  
Website: www.canadiabank.com.kh

## IN CHANNY, *President and CEO* ACLEDA BANK



**L**a Banque Acleda cette année s'attend à de très bons résultats. Nous avons prévu pour cette année un profit net après impôts de 31,6 millions, et nous avons déjà atteint 32,87 millions pour les 9 mois janvier-septembre.

### s'adapter aux inondations

Chacun Comme chacun le sait, depuis fin septembre jusqu'à maintenant fin octobre, 10 provinces du Cambodge ont subi des inondations. La banque Acleda, qui est la première au Cambodge avec ses 234 agences et ses bureaux, est présente partout, c'est-à-dire que certaines de nos régions d'activité sont inondées.

Comme nos activités sont saisonnières, nous devons prévoir une telle éventualité; nous savons quelles régions peuvent être inondées, quels itinéraires peuvent être choisis de façon que les opérations ne soient pas interrompues par ce désastre naturel. Chaque année nous nous adaptons à la saison des pluies, par exemple avec des prêts aux entreprises qui dépendent des pluies, comme les entreprises de pêche.

### Stabilité des taux pour l'épargne, les dépôts, les prêts

S'agissant des taux d'intérêt, ils sont très stables, ils restent à 0,5 % par an pour l'épargne; à 4,75 % pour un dépôt à terme d'un an.

Pour les prêts, les taux d'intérêts vont de 9,5 % à 24 % par an, selon la durée du prêt et selon son importance. Plus le prêt est court, plus le taux est bas. Et plus le prêt est important, plus le taux d'intérêt est bas.

Nous ne prévoyons pas d'ouvrir de nouvelles agences ni de bureaux. Nos effectifs sont actuellement, fin septembre, de 7 059 personnes. Nous pensons avoir le même chiffre à la fin de l'année, c'est-à-dire 3 % de plus qu'à la fin 2010.

### Renforcer l'infrastructure électronique

Ce que nous faisons actuellement c'est développer notre infrastructure électronique, y compris *Acleda Unity*, un service sur téléphone portable qui apportera des services plus robustes et plus étendus, de sorte qu'avec le même personnel de direction et d'employés nous atteindrons une productivité élevée.

### Et s'il y avait une crise internationale ?

L'ACLEDA est toujours prête et bien préparée pour affron-

ter les crises internationales. Regardez ce qui s'est passé en 2009, au milieu des crises financières internationales la banque Acleda a pourtant fait des profits. Vous avez vu qu'il n'y a pas eu de crise financière au Cambodge en 2009, aucune banque n'a fait faillite.

Le système bancaire au Cambodge, et la banque Acleda en particulier, sont solidement établis, et ont continué à progresser de façon indépendante.

Nous sommes vraiment une banque de détail et desservons tous les secteurs de la communauté cambodgienne. Nous ne sommes pas engagés dans les bourses locale ou étrangères (nous ne sommes encore enregistrés dans aucun marché des changes) et qui plus est nous sommes soutenus par de très solides investisseurs tels que *l'International Financial Corporation*, *IFC*, *Triodos*, *JSH Asian Holdings Limited* une filiale à 100 % de *Jardine Strategic Holdings Limited*, et *COFIBRED* (une holding de *Bank Popular*).

Comme je l'ai dit, la plupart des banques au Cambodge et particulièrement l'ACLEDA Bank Plc ne sont pas très exposées internationalement, en particulier avec les banques européennes et américaines.

Comme nous sommes des banques de détail, notre objectif c'est le Cambodge et le marché local.

Si le Cambodge subissait un choc rude, nous pourrions avoir des problèmes au niveau de certaines banques qui visent le segment supérieur du marché.

### Quels enseignements tirer de la situation aux Etats-Unis, en Europe ?

Nous devons être bien préparés de façon à éviter des situations telles qu'on en connaît en Europe et aux Etats-Unis. Et bien sûr nous devons diversifier nos investissements dans les secteurs à faible risque et sur les marchés sûrs.

### Une monnaie pour l'Asie de l'Est ?

*[Certains économistes estiment que ce serait une bonne idée d'avoir un système financier régional, et une monnaie régionale, pour l'Asie de l'Est, plus éloignée du dollar. Qu'en pensez-vous ?]*

Je suis toujours en faveur de la diversification. Nous ne devons pas dépendre d'une seule monnaie. Nous avons l'Euro, le dollar américain, pourquoi pas une autre monnaie asiatique ?

### TOURISME suite

sont restés plus longtemps au Cambodge. La situation en Europe conduit à quelques incertitudes pour 2012, peut-être une certaine diminution des « incentives » (les voyages organisés par les entreprises pour leur personnel), mais en attendant l'année 2011 peut être qualifiée de très bonne ».

Les statistiques du ministère du Tourisme font état d'un bon mois de septembre, avec 209 804 arrivées de touristes, un

progrès de 21,2 %. En tête les Vietnamiens 53 854, + 29,5 %; les Coréens (19 836, + 19,3 %); les Chinois (19 041, + 40,7 %); les Japonais (14 460, + 12,9 %); les Thaïlandais (13 572, + 21,3 %); les Lao (13 406, + 45,1 %), les Américains (8 816, + 14,1 %, ...

Pour les 9 premiers mois, avec 2,084 millions d'arrivées, le progrès en nombre d'arrivés est de 15,6 %. Arrivées par avion 50,3 %; arrivées par la route 46,8 %; bateau 2,9 %.

# MICHAEL LOR, *President and CEO* CANADIA BANK



Ce qui m'a décidé à venir au Cambodge, à choisir un pays en développement alors que je me trouve au point haut de ma carrière, c'est l'attrait, l'excitation de la nouveauté. La nouveauté, les nouveaux défis, c'est ce qui me motive. J'ai été banquier professionnel pendant de très nombreuses années en Malaisie, CEO du groupe EON, *managing director* à la banque DBS, à Singapour et en Thaïlande. En 1999, alors que j'étais heureux de travailler à Singapour j'ai sauté sur l'occasion d'aller à Bangkok, et là en 2007 j'ai décidé de ne plus être banquier, j'ai démissionné et j'ai rejoint le monde de la technologie, chez *Hewlett Packard Worldwide*. J'ai changé de vie, et voyagé beaucoup. Mais lorsque j'ai été approché pour venir au Cambodge, j'ai ressenti la même excitation de découvrir un pays nouveau, où je n'étais jamais allé, dont je ne parle pas la langue, mais dont je sais qu'il est l'un des plus dynamiques du Sud-Est asiatique, avec un taux de croissance consistant, bien plus élevé que celui d'autres pays développés de la région, et continu depuis des années. Et je remercie la famille Pung de m'avoir pressenti.

### Le Cambodge a tout pour un développement rapide

C'est actuellement une période tout à fait favorable pour le Cambodge. Il est actuellement comme un terrain de récréation, il manque beaucoup d'équipements ... mais il ne faut pas attendre que tout l'équipement soit là, ou bien alors il sera trop tard, il y aura trop de monde. Il peut bien y avoir des faiblesses dans divers domaines, mais il y a un gouvernement stable, une inflation qui n'est pas excessive, qui est très bien maîtrisée, un niveau de crédits raisonnable, sans prise de risque excessive, il n'y a pas de «bulle», un système bancaire stable, le Cambodge dispose de tous les ingrédients pour continuer à se développer au même rythme, à se transformer dans les 2 à 3 ans à venir.

En Thaïlande, en Malaisie, il a fallu attendre plus longtemps, 5 ans, 10 ans, pour intégrer les techniques modernes, pour atteindre le niveau où ces pays sont arrivés. La chance du Cambodge est de pouvoir bénéficier de l'expérience des autres, il voit ce qui se passe ailleurs, il peut adopter les meilleures méthodes, aller plus vite.

C'est d'ailleurs pour cette raison que beaucoup d'institutions financières viennent s'installer au Cambodge. Depuis 3 mois

que je suis ici je vois beaucoup de banques venir s'informer sur le potentiel du pays, elles mettent le Cambodge sur leur écran radar, elles cherchent des partenariats alors que le volume des affaires ne justifie pas encore leur installation, demandant s'il faut créer une filiale, un bureau ...

Je plaisante là-dessus avec S.E. So Mara, le Cambodge n'est pas le *Kingdom of Wonder* pour le tourisme seulement mais aussi pour l'économie, les divers secteurs de l'agriculture, les investissements ... !

Le Cambodge diffère des autres pays en développement, où une croissance rapide crée de l'inflation, et la qualité du crédit se détériore. Au Cambodge il y a forte croissance, inflation maîtrisée, et la qualité du crédit est bien gérée. Et il y a la stabilité du gouvernement. Tant que cette stabilité durera, à moyen terme la croissance se poursuivra. Voilà pour les forces du Cambodge.

Venons-en aux faiblesses.

### Un petit marché intérieur: conquérir des marchés extérieurs

La première est la taille très restreinte du marché local. La consommation intérieure ne peut pas soutenir la croissance. Il faut ici regarder des pays exportateurs comme Singapour, qui a une population très peu nombreuse, un petit marché intérieur, mais qui s'est continuellement tourné vers le monde extérieur. C'est ce que le Cambodge doit faire pour poursuivre son développement au même rythme sur le long terme. Le Cambodge doit s'intégrer dans l'économie internationale, doit être capable de fournir ses produits au monde extérieur.

Le Cambodge ne doit plus être seulement le producteur le moins cher, il doit en améliorant ses infrastructures, ses capacités productives, augmenter la valeur ajoutée de ses produits. C'est ainsi qu'il assurera sa croissance à long terme.

Comme Singapour, le Cambodge manque de ressources naturelles comme le charbon, le pétrole ... mais il a beaucoup de terres cultivables, et grâce à cela un fort potentiel d'exportations de produits agricoles. Le gouvernement travaille pour augmenter les exportations de riz et je pense qu'il faudra favoriser aussi l'exportation d'autres produits agricoles.



## Local experience Regional expertise

[www.cominasigroup.com](http://www.cominasigroup.com)

Equipment supply  
Turn-key projects  
Multitechnical after sales services



Power



Air Conditioning



Water

## Michael Lor (suite)

### Le manque de gens qualifiés

Une autre faiblesse: le manque de gens bien formés, qualifiés, de gens d'expérience. Il faut augmenter la formation de responsables et de ces gens qualifiés qui transformeront le pays. La population est capable, c'est un domaine qui progresse bien actuellement. Déjà beaucoup de Cambodgiens sont capables de s'exprimer en anglais, et en chinois.

Investir dans l'éducation, dans la formation dans les domaines de la technique, de l'agriculture, tout cela contribue à améliorer la chaîne de la valeur ajoutée. En même temps le gouvernement cherche à attirer des investissements étrangers qui offrent des emplois qualifiés. Ils contribuent à améliorer l'éducation, la formation, et ainsi le Cambodge peut atteindre un rythme de développement beaucoup plus rapide que celui qu'ont connu dans le passé d'autres pays en développement.

### Le Cambodge profite de l'expérience des autres

Je veux souligner que le Cambodge n'a pas besoin d'attendre. Il peut apprendre de l'expérience des autres, il peut choisir et décider ce qu'il y a de souhaitable dans l'expérience de Singapour, de la Malaisie, d'autres pays dans le monde. Prenez par exemple Singapour: ce pays a commencé avec les téléphones portables, de très gros téléphones, les modèles se sont succédés au cours des années ... le Cambodge n'a pas besoin de suivre cette longue route, d'erreurs en corrections, il peut disposer tout de suite de la meilleure technologie et ainsi se développer plus vite. Et cela favorise l'économie sociale, l'environnement politique.

### Une crise financière ? Pas au Cambodge

Une crise financière comme celle que l'on craint en Europe ? Non ! Pas au Cambodge. Le système financier ici est encore traditionnel. Il n'y a pas de prises de position « dérivées », de participations dans des formules de prises de risques sophistiquées. L'argent qui est collecté à partir des dépôts va aux secteurs qui souhaitent emprunter. L'argent reste dans le pays. D'autre part, la qualité du crédit est exceptionnellement solide, dans un environnement qui est resté conservateur. Les banques ne prennent pas de risques inutiles quand elles prêtent de l'argent, sous la conduite de la banque centrale. Il ne peut pas se passer ici ce que l'on a vu aux Etats-Unis ou en Europe.

Je pense cependant que les institutions financières locales sont relativement petites, qu'elles sont jeunes, avec des avoirs relativement faibles. Si l'environnement ne les encourage pas à devenir plus fortes, comment pourront-elles continuer à soutenir la croissance dont elles sont les piliers ? Cet encouragement doit venir du gouvernement.

Les banques locales resteront ici quelles que soient les circonstances, très positives comme très négatives ... Il est donc important qu'elles soient encouragées par les pouvoirs publics jusqu'à atteindre une taille qui leur garantisse la durée, de façon à rester les piliers de l'économie.

### Se préparer à dépasser les frontières

Et le second point est que nous devons développer la qualité professionnelle; nous sommes un peu en retard, notamment pour les niveaux supérieurs, où il faut une direction vigoureuse, et pour les niveaux moyens. Pour lancer de nouveaux produits financiers, de nouveaux services commerciaux, de nouveaux investissements ... l'industrie locale n'a pas encore les capacités professionnelles requises, alors que le développement des échanges, des investissements, des services financiers, de l'industrie locale, de l'économie en général est plus rapide que celui du niveau professionnel. Il peut y avoir là une cause de ralentissement.

Il faut une politique pro-active des pouvoirs publics pour

encourager les organismes de formation.

Singapour a depuis longtemps une politique qui favorise l'acquisition des expertises étrangères. Si le Cambodge poursuit la même politique il s'en trouvera bien, non pas tout de suite mais dans 2 ou 3 ans. Les investisseurs étrangers trouveront alors sur place les compétences dont ils ont besoin, ils n'auront pas à les faire venir de l'étranger.

Pour continuer sa croissance sur le long terme, en plus des facteurs favorables dont nous avons parlé, le Cambodge doit avoir le capital humain nécessaire. Comme au foot, il ne suffit pas d'être champion de son village, il faut se battre pour être champion de la province, du pays, et champion à l'étranger. Le Cambodge doit maintenant se battre pour gagner à l'étranger. Pour l'instant, il est bon en agriculture, dans certaines industries parce qu'il n'est pas cher, mais il doit accélérer un peu pour dépasser le rythme des autres pays. Le gouvernement en est pleinement conscient.

### Un euro est-asiatique ? Les pays sont trop différents

Pourquoi pas dans cette partie du monde une monnaie particulière, un *euro asiatique* ? C'est une idée intéressante, beaucoup de gens voudraient dédollariser le Cambodge, mais je pense que le dollar joue un rôle de coussin, évite le tracés des variations de change, il permet à l'économie de croître de façon stable.

Avec un dollar asiatique il n'y aurait pas de problèmes de change dans cette zone. Mais en fait les pays de la région sont dans des phases de développement trop différentes pour avoir une monnaie commune. Certains sont développés, certains sont émergents ... Pour lutter contre l'inflation, chaque pays développé, le Japon, la Corée, Singapour, Kong Kong ... a sa propre politique. Les pays émergents ont d'autres politiques, il est donc très difficile d'avoir une monnaie commune. Même en Europe ce n'est pas simple. Pour le Cambodge je crois que le dollar apporte un environnement stable, dédollariser serait plus nuisible qu'utile.

Un jour viendra, avec le développement, où le Cambodge pourra bien sûr avoir sa propre monnaie, avoir les outils d'une politique monétaire propre, tenir son sort entre ses mains.

### La Canada Bank:

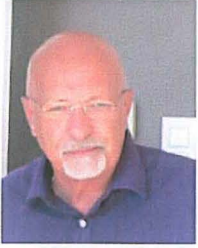
#### se préparer à une concurrence plus agressive

La Canada Bank a déjà une longue histoire, elle est l'une des premières banques commerciales locales au Cambodge, l'une des plus modernes, solide, avec des clients fidèles.

Nous pensons que le secteur financier va continuer à évoluer aussi vite dans l'avenir que par le passé. Les choses vont devenir plus compliquées, plus sophistiquées et pour cela nous avons groupé les efforts à venir dans ce que nous appelons LEAP, *Learning Employees Accelerating Performance*. Il s'agit de renforcer nos bases, notre position sur le marché, nos procédures d'opérations et de contrôle, notre organisation, nos ressources, de façon à nous préparer à un environnement qui sera beaucoup plus agressif dans un avenir proche. La compétition va devenir plus serrée avec de nouvelles banques arrivant sur le marché, qui ont une expérience internationale, qui vont introduire de nouveaux produits, qui vont apporter de nouveaux règlements auxquels nous devons nous adapter. Nous pensons qu'il nous faut renforcer nos contrôles, le traitement du risque, notre infrastructure, notre organisation, nos procédures opérationnelles, et ainsi nous serons capables de progresser beaucoup plus vite.

Nous nous concentrons sur 5 « piliers »: - promouvoir l'activité existante; - promouvoir les initiatives pour développer de nouveaux business; - promouvoir la gestion et le contrôle du risque; - promouvoir la motivation des employés: - promouvoir l'efficacité de l'entreprise.

Nous allons mettre tout cela en œuvre au cours des 12 à 14 mois qui viennent, c'est ce qui nous permettra d'accomplir ce leap, ce bond.



## Raoul Marc Jennar

### vingt ans après les Accords de paix sur le Cambodge, quel bilan ?

Je me trouvais au Centre international des conférences, rue Kléber, à Paris, lorsque furent signés, le 23 octobre 1991, les accords qui devaient apporter la paix au Cambodge et le mettre sur les rails de la démocratie. Parmi les signataires, j'ai reconnu deux génocidaires souriants : Khieu Samphan et Son Sen. Parce que la communauté internationale avait imposé que les Khmers rouges soient associés aux négociations de paix. Comme elle avait imposé, en 1979, que le peuple cambodgien ait pour seul représentant légitime à l'ONU un ambassadeur issu du régime responsable de la mort d'au moins 2.200.000 personnes.

D'emblée, cette présence indiquait que le ver était dans le fruit. C'est ce que je retiens de ces accords de paix : ils n'ont pas apporté la paix. Les Khmers rouges ont refusé d'appliquer toutes les dispositions des accords relatives à la pacification. Quand l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cambodge) s'est retirée du Cambodge, le territoire sous leur contrôle était plus vaste qu'à son arrivée. Et leurs actions meurtrières se poursuivaient avec la même intensité. Le pari sino-occidental d'une paix possible avec les Khmers rouges était perdu et laissait aux seuls Cambodgiens le soin de régler le problème. Ce sera la politique « gagnant-gagnant » du Premier Ministre Hun Sen qui y parviendra cinq ans après le départ de l'APRONUC. Le prix de la paix sera sans doute élevé – une amnistie pour tous les cadres Khmers rouges, à l'exception des dirigeants historiques – mais le Premier Ministre réalisera ce que 200.000 soldats vietnamiens, puis 16.000 casques bleus avaient été incapables d'obtenir : la fin du mouvement des Khmers rouges et la paix sur la totalité du territoire.

Un deuxième échec de ces accords, c'est leur impuissance à instaurer une démocratie aboutie. Certes, des progrès considérables ont été accomplis par rapport au communisme à la soviétique mis en place à partir de 1979. Plusieurs partis politiques existent. Une presse d'opposition existe. Une société civile forte de 4.000 ONG nationales et étrangères jouit d'une grande liberté d'expression dans sa critique des choix et pratiques gouvernementales. Les scrutins législatifs et municipaux (ces derniers constituant une grande innovation dans un pays qui n'en avait jamais connus) se sont déroulés dans des conditions de plus en plus satisfaisantes, même s'ils demeurent perfectibles, notamment à propos de l'enregistrement des électeurs et de l'accès aux médias audio-visuels. Mais ce qui fait défaut, c'est un état d'esprit, c'est une culture démocratique.

Les auteurs des Accords de Paris ont feint d'oublier qu'il ne suffit pas de célébrer la liturgie électorale pour instaurer l'ordre démocratique. La démocratie ne s'importe pas. Elle ne se décrète pas. Elle s'apprend et elle se conquiert par ceux qui y aspirent.

Ces mêmes auteurs ont ignoré les réalités ethnologiques, sociologiques, historiques et politiques du Cambodge de 1991. Ils ont imposé leurs Accords comme si le Cambodge était une *tabula rasa* sur laquelle il suffisait de déposer un système politique pour qu'il prenne automatiquement racine. Or, non seulement le Cambodge avait perdu l'essentiel du potentiel humain nécessaire pour faire fonctionner un système démocratique, mais en outre le passé de ce pays n'offrait aucune référence démocratique.

De plus, la supériorité de la démocratie n'a pas été automatiquement perçue comme une évidence par certains dirigeants lorsque les journaux d'opposition qui ont fleuri à partir de 1993 se sont caractérisés par une utilisation systématique de l'insulte, de la calomnie, de la fabrication de faux pour discréditer les gouvernants. Ceux-ci ont éprouvé beaucoup de difficultés à considérer la liberté de la presse comme un progrès.

Ce que les dirigeants du PPC comme ceux du FUNCINPEC ont copié à partir de 1993, c'est le modèle qu'ils ont connu avant 1970, c'est-à-dire une sorte de paternalisme autoritaire. Les uns et les autres, avec leurs références et leurs expériences respectives ont mis en place une forme de despotisme où se confondent, en une étrange mixture la tradition autoritaire issue du communisme et la tradition autoritaire issue du féodalisme.

Si les Accords de Paris n'ont pas tenu leurs promesses en ce qui concerne la paix et la démocratie, il faut mettre au crédit de l'UNHCR et en particulier du regretté Sergio Vera de Mello, le succès incontestable du rapatriement de 378.000 réfugiés depuis les camps où ils se trouvaient en Thaïlande. Malheureusement, leur réintégration dans la société fut un triste échec.

Autre succès, l'organisation d'élections qui furent très largement libres et équitables. Même si d'étranges pratiques ont justifié une contestation du résultat par un PPC convaincu, notamment suite à certaines déclarations d'éléments américains de l'APRONUC, que le but de l'opération était de l'écartier du pouvoir.

Enfin, sous l'égide de l'APRONUC, les bases d'une société pluraliste ont été jetées. Si, comme partout, elles doivent être protégées, la multiplicité des associations et ONG et leur liberté de ton attestent d'une réussite dans ce domaine.

Les progrès lents, mais continus observés depuis 1993 se heurtent aujourd'hui à la position dominante acquise lors du scrutin de 2008 par un PPC qui, manifestement, résiste mal à la tentation d'en abuser. Les droits les plus légitimes de l'opposition ont été réduits dans l'enceinte parlementaire. Ses militants sont victimes d'inutiles tracasseries. Même si un de ses leaders a perdu tout crédit en se livrant à des actes légalement répréhensibles, rien ne justifie que les droits de l'opposition soient bafoués. Des milliers de citoyens sont lésés par des expropriations, certes souvent justifiées par la reconstruction du pays et son développement économique, mais rarement accompagnées de la « juste et préalable compensation » prévue par la Constitution. L'insécurité juridique et la corruption découragent bon nombre d'investisseurs sérieux, susceptibles d'apporter une vraie valeur ajoutée et des emplois durables.

En l'absence d'une justice indépendante et d'une fonction publique neutre, l'impunité et la corruption se sont à nouveau répandues dans le pays à la vitesse de métastases laissant en panne le projet démocratique inscrit dans la Constitution et rendant aux clans leur place et leur vitalité d'autrefois. Vingt ans après les Accords de Paris, si beaucoup a été accompli, beaucoup reste à faire pour que l'admirable Constitution adoptée suite à ces Accords s'inscrive dans la réalité.

Raoul Marc JENNAR

(On trouvera une description des négociations qui ont abouti aux Accords de 1991 ainsi qu'une analyse de ces Accords dans mon livre *Trente ans depuis Pol Pot. Le Cambodge de 1979 à 2009*, paru chez L'Harmattan en 2010).

## L'Afrique, un gros client pour le riz cambodgien ? entretien avec un importateur sénégalais

### Un partenariat entre producteurs cambodgien et consommateurs africain

L'Afrique consomme de plus en plus de riz: plus de 100 kg par habitant et par an (en Europe: 5kg). Le riz est nutritif, et beaucoup plus facile à préparer que le manioc, le mil ou l'igname. Comme la production locale de riz est très insuffisante, correspondant à 30 à 40 % de la consommation, l'Afrique en achète de plus en plus sur le marché international: sur les 30 millions de tonnes de riz qui s'échangent chaque année dans le monde, 9 millions de tonnes vont en Afrique, et sur ces 9 millions cinq vont dans les 15 pays de l'Afrique de l'Ouest.

Pourquoi l'Afrique de l'Ouest ne produit pas plus? C'est que les coûts de production sont élevés, qu'il y a des intermédiaires et spéculateurs entre les producteurs et le marché, de sorte que le riz importé, transport compris, revient moins cher.

Cela met les pays africains importateurs dans une situation risquée: s'il y a une rupture des approvisionnements, soit pour des raisons climatiques, soit du fait de la spéculation, on voit les prix monter vertigineusement, et on voit les gens descendre dans la rue. Il y a eu des émeutes de la faim, au Sénégal, au Maroc ...

De cette situation vient une réaction logique des responsables africains: trouver dans le monde un ou des fournisseurs de riz, réguliers, dont les tarifs soient compétitifs, et autant que possible échapper à tous ceux qui, côté consommation comme côté production, spéculent, au détriment des gens de la base, paysans producteurs de riz d'un côté, et consommateurs à l'autre extrémité de la chaîne.

Moustapha Tall est l'un des quelques très importants négociants qui approvisionnent le Sénégal en riz, et aussi bien les pays environnants. Autant dire qu'il voit grand: il est prêt à acheter 600 000 tonnes de paddy –un volume énorme, à l'échelle du Cambodge.

Son approche est originale sous trois aspects:

- il réfléchit, comme le gouvernement sénégalais, au niveau national, en recherchant l'intérêt des consommateurs, en essayant de court-circuiter la chaîne des intermédiaires pour disposer d'un riz bon marché. L'idée: constituer des stocks sur place, au Sénégal, qui seront utilisés en cas de crise ou de flambée des prix.

- il prend l'initiative de venir au Cambodge, qu'il a repéré comme étant un pays producteur de riz en pleine progression et moins cher que les concurrents: 130 \$ la tonne de paddy au Vietnam, 190 \$ la tonne en Thaïlande ... 490 \$ aux Etats-Unis (où il est subventionné).

- il veut acheter du paddy, non du riz décortiqué, parce qu'il sait qu'il y a au Cambodge des excédents de paddy, les usines à décortiquer ne peuvent pas encore traiter toute la production. Il considère d'autre part que le Cambodge est un «pays vierge», nouveau venu sur les marchés internationaux, et donc pas encore entre les mains des intermédiaires comme le sont la Thaïlande et le Vietnam.

Ce dernier point est-il exact? Le schéma de M. Tall est-il réaliste? Il est venu au Cambodge avec un premier objectif: trouver un partenaire cambodgien. «Dès que j'aurai trouvé ce partenaire, de mon côté je suis prêt à acheter des quantités très importantes de paddy, par centaines de milliers de tonnes».

En attendant, il y a un obstacle: l'exportation de paddy est interdite, pour favoriser les rizeries et la valeur ajoutée qu'elles apportent.

### Mustafa Tall

directeur général de Grenier du Terroir à Dakar

« Ce que je recherche est un partenariat avec le Cambodge pour le long terme. Je sais que le Cambodge est un important producteur de riz, et que ses capacités d'exportations sont en augmentation rapide.

« Comme les unités de décortilage n'ont pas encore la capacité de traiter toute la production de paddy, mon idée est que le paddy non traité par ces unités, le paddy excédentaire, soit centralisé et utilisé par un pays frère comme le Sénégal. Nous avons des usines de décortilage, et nous pourrions approvisionner nos consommateurs et ceux des pays environnants qui sont aussi consommateurs de riz.

« Il y a ainsi une complémentarité; un tel partenariat serait bénéfique pour les deux pays.

« Il s'agit de quantités considérables: pour le seul Sénégal, de l'ordre de 600 000 tonnes. Si l'on considère la sous-région, il s'agit de 1 million à 1,5 million de tonnes. Lorsque nous aurons l'accord de partenariat que je recherche, la levée de fonds ne posera aucun problème.

« Pourquoi s'adresser au Cambodge et non à la Thaïlande ou au Vietnam? Ces deux pays sont déjà dans le système depuis longtemps, ils ont déjà les accords de partenariat dont ils ont besoin, alors que le Cambodge a des potentialités qui ne sont pas encore exploitées. Nous étions déjà venus il y a quelques années, c'était trop tôt. Nous sommes maintenant prêts des deux côtés pour des accords comme celui que nous proposons. En ce qui me concerne je souhaite aboutir le plus vite possible; un accord pourrait être signé très rapidement.

« Oui, mes premiers contacts me donnent bon espoir, bien que je n'aie pas encore, en quelques jours, trouvé le partenaire cambodgien que je recherche.

« Parmi toutes les questions qui se posent: la collecte de ce paddy aux riziculteurs. Pour l'instant, elle est faite par des intermédiaires qui achètent au paysan « bord champ », après lui avoir avancé l'argent, et qui le « tiennent », qui lui imposent le prix.

« Il faut ici introduire un nouveau système: avec l'accord du gouvernement créer une structure privée qui comporte tous les producteurs et tous les riziers. C'est cette structure qui collectera le paddy, elle achètera le paddy aux producteurs. Elle traitera avec les acheteurs selon les qualités et les prix.

Et elle sera capable de fournir au gouvernement des statistiques précises qui manquent aujourd'hui, qui établissent de la transparence dans le système. Le gouvernement pourrait imposer une telle structure. C'est ce que nous sommes en train de faire au Sénégal.

« Une telle structure empêchera la spéculation, et fera baisser les prix. En fait c'est toute la filière qui doit être organisée, la collecte mais aussi le transport, le stockage, l'expédition à Kompong Saom où il faut donner accès par dragage à des bateaux de plus fort tonnage. Ainsi le riz cambodgien deviendra très compétitif et chacun des acteurs sera rémunéré de façon juste.

« Des deux côtés, au Sénégal comme au Cambodge, cette organisation doit être comprise et soutenue par les gouvernements: le système est clairement dans l'intérêt des populations. Aux producteurs il apportera une meilleure sécurité et un meilleur prix d'achat; et aux consommateurs un riz meilleur marché, à l'abri des pénuries et flambées de prix.

« Une idée directrice pour conclure: le riz est une denrée beaucoup trop importante, sociale, pour être laissée aux traders, aux spéculateurs. Il faut dans ce domaine être en mesure de prévoir, de réguler et contrôler ».



# Succès et insuccès du développement

Il ne reste que 4 ans avant 2015, date où des pays, dont le Cambodge, se sont engagés à faire le bilan des progrès accomplis, à mesurer leurs succès et leurs faiblesses par rapport aux objectifs fixés en 2000, dans le cadre du *Millennium Development Goal* (MDG).

Aux huit objectifs fixés par le MDG le Cambodge en a ajouté un, le déminage. Ce sont donc 9 objectifs que le Cambodge s'efforce d'atteindre.

Un récent rapport publié par le NIS, *Institut National de la Statistique*, le 5ème réalisé depuis 2000, préparé en coopération avec le PNUD, fait le point. Nous résumons brièvement les résultats.

**1. éradiquer l'extrême pauvreté et la faim.** Il y a incontestablement des progrès. Le taux de pauvreté (la définition de la pauvreté est très élargie) a diminué de 17 % en 13 ans.

Et pourtant, un tiers de la population est encore en deça de la ligne de pauvreté. Il y a de fortes différences régionales: 1 % à Phnom Penh, 22 % en moyenne dans les autres zones urbaines et 35 % dans les campagnes. La pauvreté, et la vitesse de réduction de la pauvreté sont très variables selon les provinces. Les moins favorisées: Preah Vihear, Ratanakiri, Stung Treng, Kratie, Mondolkiri. Le rapport cite la stratégie du gouvernement (NSDP *National Strategic Development Plan*, qui traduit le *Stratégie rectangulaire*): améliorer la couverture sociale, stimuler l'activité économique locale, diversifier et améliorer l'agriculture ...

Conclusion du rapport: dans ce domaine de l'éradication de la pauvreté et de la faim, **l'objectif ne sera pas atteint.**

**2. l'éducation primaire pour tous:** il y a eu dans ce domaine des progrès remarquables en matière d'accès des enfants au système scolaire (95,3 % dans les villes, 90,3 % dans les campagnes) y compris dans les régions éloignées, de nombre d'écoles, de qualité des enseignants, d'égalité garçons/filles, de réduction des frais scolaires pour les parents. Reste que le taux des redoublements et des abandons est élevé. **Primaire: objectifs atteints.**

La situation et les progrès sont nettement moins bons pour le secondaire. Là, les objectifs ne seront pas atteints, le taux d'admission était de 31,9 % en 2009, il pourrait atteindre au maximum 53 % en 2015. Il reste d'«énormes défis» dans le domaine de l'Éducation souligne le rapport du NIS. Le budget de l'Éducation nationale est passé de 44 millions de dollars en 2000 à 178 millions en 2009 et doit atteindre 290 millions en 2013.

Conclusion du rapport: ce secteur « **demande attention** ».

**3. réduire les inégalités hommes/femmes:** il y a progrès dans l'éducation secondaire, pour la tranche d'âge 15—25 ans où les objectifs sont atteints, mais retard pour l'éducation supérieure, la tranche d'âge 25—29 ans. Par secteurs d'activités: quasi-égalité dans les emplois agricoles et industriels, mais retard dans le secteur des services. Il y a eu de très importants progrès vers l'égalité dans les responsabilités électives, communes, Assemblée nationale; des progrès restent à faire pour les postes de responsabilité élevés, gouverneurs, juges, fonctionnaires en général. La législation protégeant les femmes de la violence a été renforcée de façon significative (loi d'août 2005), un plan d'action pour combattre la violence a été adopté, une loi contre le trafic et l'exploitation des femmes a été adoptée début 2008. Les violences dans la pratique auraient beaucoup diminué en même temps que changent les mentalités à ce sujet. Cependant la plupart des victimes ne

cherchent pas de secours, et si elles le font s'adressent à l'environnement, pas à la police ou à la justice.

Conclusion: ce secteur **demande attention.**

**4. réduire la mortalité infantile:** de remarquables progrès ont été accomplis depuis 2000, la mortalité infantile étant passée de 95 pour 1000 à 60 pour 1000 en 2008 (c'était l'objectif pour 2010) et la mortalité pour les moins de 5 ans étant passée de 124 pour 1000 à 83 pour 1000 dès 2005. Les objectifs fixés pour 2015 seront ainsi dépassés. Il y a cependant de fortes disparités régionales, de 1 à 3, les taux de mortalité les plus élevés se trouvant dans le Mondolkiri, le Ratanakiri, Preah Vihear, Stung Treng, Prey Veng. **Objectifs atteints.**

**5. améliorer la santé des mères:** La fertilité diminue, avec 3,1 elle atteint presque l'objectif pour 2015. Il y des progrès significatifs pour la surveillance médicale pendant la grossesse, l'assistance

lors de l'accouchement. Le taux de mortalité maternelle très élevé avec 461 décès par 100 000 naissances vivantes selon le rapport du NIS, serait de 206 actuellement selon les derniers chiffres, c'est-à-dire **Objectifs pour 2015 (240) dépassés.**

**6. Combattre le sida, la malaria, etc ...** Pour le sida, on peut parler de succès, la prévalence est passée de 1,6 pour 1000 en 2006 à 0,7 pour 1000 en 2009, l'objectif pour 2015 est dépassé. Le nombre des personnes infectées est estimé à 57 900, dont 97 % reçoivent des anti-rétroviraux. Il faut poursuivre la tendance. Succès aussi pour la malaria: 11,4 cas pour 1000 en 2000, et 4,4 cas en 2008. Les cas mortels ont beaucoup diminué, les objectifs pour 2015 sont dépassés. Pour la dengue, avec de fortes variations annuelles, les objectifs de 2015 sont presque atteints en 2009. Pour la tuberculose, des progrès significatifs ont été réalisés depuis 1997, avec une prévalence passée de 998 pour 100 000 à 664 en 2007. Les objectifs pour 2015, 464, ainsi que les cas de guérison, seront atteints. Cependant les cas mortels restent très élevés, très au-delà de l'objectif. **Objectifs atteignables.**

**7. Protection de l'environnement:** ce chapitre est traité en détail dans le rapport du NIS. Sa conclusion: **les objectifs ne seront pas atteints.** Nous y reviendrons.

**8. un partenariat pour le développement:** il s'agit de l'assistance apportée au Cambodge par des organismes officiels. Le NSDP prévoit 6,3 milliards de dollars d'investissements dans le secteur public pour la période 2009—2013, dont environ 5,2 milliards venant de cette assistance (ODA). Depuis 2000, l'assistance par rapport au PNB s'est stabilisée à 9 à 10 %, le PNB étant passé de 4,2 milliards de dollars en 2002 à environ 11,5 milliards en 2010. Conclusion: la répartition par secteurs de cette assistance est en deça du plan pour les secteurs: développement rural, agriculture, éducation.

Depuis que ce rapport a été publié, le partenariat s'est passablement dégradé: la Banque Mondiale a cessé tout financement depuis décembre 2010 à cause du Beung Kak; et la réunion bi-annuelle bailleurs de fonds—gouvernement a été ajournée sine die. Les responsables cambodgiens seraient assez agacés par les conditions que les bailleurs de fonds veulent mettre à leur assistance. **[Succès très relatif].**

**9. déminage:** il y a eu des progrès remarquables; le nombre des victimes est passé de 4 320 en 1996 à 243 en 2009. En 2009, 52 918 ha avaient été déminés, soit environ 45 % du total. 47 000 ha doivent l'être pour 2019, objectif qui devrait être presque atteint. Conclusion: **moderately off-track.**

## les objectifs pour 2015 seront-ils atteints ?

# Phnom Penh 2020

## Retour au schéma directeur ?

Le Conseil des ministres est en train d'examiner le projet de développement de Phnom Penh à l'horizon 2020, nous dit Phanin Cheam, co-directeur du Bureau de la Planification de l'Urbanisme, à la Municipalité de Phnom Penh.

C'est une bonne nouvelle. De 2002 à 2005 a été réalisé au BAU, Bureau des Affaires Urbaines de la Municipalité, sur financement de la coopération française, un Livre Blanc, résultat d'une trentaine de rapports d'experts réalisés par une équipe d'architectes et d'urbanistes sous la direction d'Eric Huybrechts, aboutissant à un Schéma directeur d'urbanisme à l'horizon 2020.

Ce schéma directeur traitait de façon approfondie tous les aspects du développement futur de Phnom Penh: - accroissement de la capitale en nombre d'habitants et en surface, - grandes infrastructures et notamment la voirie, - assainissement et drainage, - marché foncier et immobilier, - finances de la Municipalité, - évolution des formes urbaines, - paysage urbain, ...

Le coup d'envoi avait été en juillet 2003 un concours international d'aménagement du Beung Kak.

Les années ont passé. Le schéma directeur n'a pas été oublié, mais il n'a pas été appliqué non plus. On lui reprochait de n'avoir pas été traduit en khmer; d'être trop ambitieux.

En 2008, deux nouveaux urbanistes français, Frédéric Mauret et Adeline Carrier reprenaient la question, en accord avec la Municipalité, et réaffirmaient les mêmes principes de base, qui relèvent à vrai dire du simple bon sens: « il faut un projet urbain qui fédère tous les acteurs. C'est en imposant sa stratégie urbaine et en s'appuyant sur des investisseurs privés que les autorités peuvent maîtriser l'urbanisation.

« Un préalable à la maîtrise du développement est la mise en place d'une stratégie urbaine synthétique, qui traduise dans l'espace et dans le temps les ambitions sociales, environnementales, économiques et techniques.

« Pour être viable, cette stratégie urbaine doit être comprise et partagée par tous les acteurs: politiques, administratifs,

techniciens, usagers, investisseurs, bailleurs ... agissant à tous les échelons décisionnels». (cn 269).

De nouveau était réaffirmée l'importance des grands lacs, qui « sont bradés sans compensation pour l'aménagement de la ville ».

Parlant à l'évidence dans l'intérêt de la ville et de ses habitants, F. Mauret estimait qu'en compensation du droit à bâtir, la municipalité devait utiliser ces projets afin de doter la ville des organes qui lui font défaut; que «l'aménagement du site concédé participe au développement global de la ville, avec parcs, stations d'épuration, services publics, infrastructures, transports ... ». Il proposait d'imposer des quotas de logements sociaux. Il soulignait l'importance d'une concertation préalable:

«Par la simple concertation des différents acteurs autour d'un projet commun nous pourrions éviter des erreurs irréversibles et coûteuses pour la collectivité et pour les investisseurs ».

Ces propos n'ont pas changé le cours des choses, et rien n'est venu remplacer le Schéma directeur de 2005. La ville grandit très vite, la population atteindra de 2,250 000 à 2 500 000 habitants en 2020, elle change, mais au coup par coup, de façon quasi-anarchique et sans transparence.

Le sort du Beng Kak en est un exemple très visible. Là il est en train de se commettre un assassinat.

### en 2002: mettre en valeur le Beng Kak

En 2002, d'accord avec la Municipalité, un concours pour l'aménagement du Boeung Kak avait été organisé par les Ateliers Internationaux de Cergy Pontoise, sous l'égide de l'Université de Cergy-Pontoise qui avait déjà organisé de tels concours à Shanghai, Hanoi, Ho Chi Minh, Canton, ... . Les initiateurs du projet: Eric Huybrechts, urbaniste, conseiller après du Gouverneur, et Chhay Rithisen directeur du Bureau des Affaires Urbaines à la Municipalité.

Les participants au concours, cabinets d'architectes, bureaux d'urbanisme, économistes, sociologues, venant de 10 pays, étaient 28, formant 5 équipes.

Le jury était composé de 24 personnes, la moitié Khmers, la moitié venant du Japon, de France, du Vietnam, du Laos, de Malaisie, de Russie, de Thaïlande; hauts responsables du gouvernement, professeurs et professionnels. Le ministre d'Etat Sok An a distribué les prix.

Il est intéressant de comparer les lignes directrices que la Municipalité avait donné aux équipes participantes en 2003 (encadré) avec ce qui est arrivé par la suite

On peut dire qu'aucune de ces lignes directrices n'a été respectée.

Les commentaires de l'urbaniste E. Huybrechts à cette époque où l'on concevait l'avenir à long terme étaient les suivants :

### « Il est primordial de conserver le lac »

« Au lieu d'être un déversoir pour les eaux polluées, une poubelle pour les riverains, le

- Il faut un projet urbain qui fédère à long terme tous les acteurs
- Il faut fixer des contraintes aux investisseurs
- Imposer des quotas sociaux
- La municipalité doit reprendre le contrôle du développement urbain



Octobre 2011: les pluies ont remis un peu d'eau dans le désert de sable

Beng Kak doit être valorisé. Il doit servir à recevoir les eaux de pluies et à lutter contre les inondations. C'est un impératif: il faut conserver les 650 ha de lacs et de canaux existant à Phnom Penh. Les surfaces en eau sont les points bas qui assurent un bon drainage, il faut les préserver, et les connecter. Le Boeung Kak en est un élément important. A lui seul, avec ses presque 100 ha, il est plus large que le Tonle Sap, il est vaste comme les Quatre Bras.

« Pour cela on réaménage ses berges, et on crée une connexion avec le grand lac Pumpeay situé plus au nord par un canal qui contourne l'antenne par le nord

« On rétablit d'autre part les relations entre la ville, l'eau, le végétal en créant des jardins et des espaces verts sur tout le pourtour du lac, avec une prolongation au nord au-delà de la rue des Petites-Fleurs jusqu'à la liaison antenne-fluve et jusqu'à la grande liaison est-ouest. Le lac devient un élément majeur dans l'esthétique générale de la ville.

**les habitants:  
améliorer l'existant;  
reloger les gens sur place**

« L'un des impératifs est de déménager le moins possible des 4000 familles installées autour du Beung Kak. Le projet qui a gagné le concours répond bien à cette exigence:

- pour les gens qui sont installés dans le coin nord-est du lac, ils ne sont pas les plus pauvres, il existe des maisons en planches et des maisons « en dur », et des titres de propriété. Leur situation est légalisable (sauf pour ce qui est construit sur l'eau). L'idée là est d'améliorer l'existant, voirie, infrastructures et équipements de base. Les voies de communication prévues vont désenclaver le quartier.

- pour les squatters installés le long des voies ferrées au

sud du lac, ils devront déménager mais resteront dans le même quartier, au nord du Beng Kak.

« Le coût de ce relogement sera couvert par la privatisation des terrains regagnés au sud, à l'est et au nord du Beng Kak qui acquièrent beaucoup de valeur. Ils comporteront des villas de luxe. L'idée est que l'opération s'auto-finance ».

**Saturation du centre-ville,  
nécessaire développement des banlieues**

« Il y a très peu de grands espaces libres dans le centre, et la voirie est trop faible pour accueillir des densités beaucoup plus fortes. On ne connaît aujourd'hui que les prémices des problèmes de trafic à venir, disait E. Huybrechts en 2004 (cn 219). Le choix de mettre la priorité sur l'aménagement de la banlieue devient crucial pour limiter les problèmes qu'ont connu Bangkok, Kuala Lumpur, Hanoï ou Ho Chi Minhville.

C'est aussi la condition pour préserver la qualité du centre de la capitale: parcs, patrimoine architectural, aménagement des berges et des bungs, places publiques ...

« Le centre ville, les berges du fleuve et le pourtour des lacs, Beung Kak, Boeung Pumpiey ... bénéficieront des aménagements de grande qualité participant à l'image

que le Cambodge veut donner de sa capitale ...

« D'ici 2020 l'essentiel de la croissance de Phnom Penh se fera en banlieue. Sur le million d'habitants supplémentaires, près de 900 000 seront localisés dans les trois districts périphériques, et 100 000 dans les 4 khans centraux. L'aménagement des banlieues constitue dès à présent le principal enjeu du développement urbain de Phnom Penh ». (suite p.12)

**Lignes directrices données en 2003 par la Municipalité pour l'aménagement du Beng Kak**

- Garder la surface en eau
- Récupérer le domaine public et l'ouvrir au public
- Reloger les gens sur place,
- Contribuer à la lutte contre la pauvreté
- Donner de Phnom Penh une image internationale grâce à la qualité des espaces publics
- Poursuivre la démarche ancienne de l'aménagement urbain. Préserver le patrimoine.



Boeung Kak' vue futuriste. source Shikaku



l'ancienne Maison du Tourisme, démolie, devenue terrain vague

### Projet Shikaku: l'assassinat du beng Kak

Rien de tout cela dans le projet Shikaku tel qu'il apparaît sur de grands panneaux dressés derrière la gare: c'est comme une ville nouvelle qui est plantée au milieu de Phnom Penh, quasi fermée à son environnement, centrée sur elle-même avec, au milieu de rues concentriques un lac réduit à un petit bassin qui ne présente quasiment aucun intérêt. Il ne s'agit en aucun cas d'un espace ouvert au public, assurant espace vert, lieu de promenade, mixité sociale, élément esthétique majeur à l'échelle de la ville, encore moins d'une contribution à la lutte contre la pauvreté, mais d'un ensemble assurant au promoteur un haut rendement financier.

On voit que toutes les études, toutes les dispositions fortement argumentées du Schéma directeur de 2005 pour assurer le meilleur développement à long terme de Phnom Penh, les arguments et les recommandations des urbanistes en 2008 et 2009 n'ont été suivis d'aucun effet. Le projet de Shikaku supprime le beng Kak, augmente considérablement la densité du centre ville, bloque le prolongement des grands axes de voirie existants en créant au milieu de la ville un noyau dur, élimine totalement l'élément esthétique majeur qu'aurait pu devenir le Beng Kak. Et ne tient aucun compte de l'aspect *relogement sur place des habitants et lutte contre la pauvreté*.

« Les nouveaux quartiers fermés tels que Camko City et Grand Phnom Penh, écrit de son côté Adeline Carrier, véhiculent sans retenue une forme de ségrégation sociale par le logement (...) Il en résulte une situation paradoxale entre une production de logements exclusivement privés et sélective et les besoins réels de la ville. La production de logements à bas prix ou à loyers modérés destinés à des bénéficiaires insolubles est quasi inexistante ».

« Les grands lacs de Phnom Penh, sites théoriquement inconstructibles (sous-décret n° 86 AK BK) sont actuellement bradés au profit d'intérêts privés conduisant à des projets déconnectés des problématiques urbaines de la capitale. De plus, les impacts techniques, environnementaux, sociaux et économiques qu'ils induisent auront un coût qui devra être supporté par l'ensemble de la collectivité. Si leur urbanisation partielle est inévitable, elle devrait être encadrée et se faire dans le sens de l'intérêt général, en lien avec une stratégie urbaine globale à long terme. (...) Quels seront les contributions de ces projets en matière de logements sociaux, de drai-

Les différents aspects du Schéma directeur d'urbanisme 2020 ont été publiés dans une série d'articles et d'entretiens avec E. Huybrechts dans c.n. n° 205, 219, 221, 225, 228, 232, 261. Et avec F. Mauret, et Adeline Carrier, *cn* 269 et 278.

Parmi de nombreux ouvrages: *Phnom Penh, croissance et transformation*, par 15 auteurs, Atelier Parisien d'Urbanisme avec la Municipalité de Phnom Penh, 2009 (*cn* 282).

nage, d'amélioration des infrastructures ?

### Donner des moyens à la Municipalité

Ni les urbanistes de 2003-2005 ni ceux de 2008-2009 n'ont accablé ni même critiqué la municipalité. Leur souhait au contraire est de lui donner plus de pouvoir: elle manque des moyens légaux d'imposer son autorité, et elle manque des moyens financiers.

« Une plus grande autonomie financière municipale et une fiscalité propre faciliteraient le financement des infrastructures et des équipements de la capitale. (...) Une taxe d'équipement sur les permis de construire est légitime et indispensable pour l'investissement des infrastructures (...) Il reste à structurer la fiscalité et la gestion financière (...) La mise en place des outils réglementaires et opérationnels est indispensable pour gérer au quotidien le développement urbain. La tâche pour définir et adopter ces documents est immense (...) (E. Huybrecht 2005).

« Face aux enjeux politiques et économiques à court terme et aux lobbies privés, la Municipalité est démunie, et les décisions stratégiques lui échappent. Chaque jour qui passe rend plus difficile et plus coûteuse la mise en oeuvre d'un projet global. Le gouverneur doit aujourd'hui gérer une ville sur laquelle son pouvoir d'action est restreint.

« Améliorer la gestion urbaine ne peut se faire qu'en lien avec la ville afin que chaque nouveau projet soit conçu comme une partie d'un tout cohérent et participe au bon fonctionnement de l'ensemble de la ville.

« Pour cela, il est nécessaire de sortir de ce processus décisionnel complexe. Dans la continuité de la stratégie rectangulaire du gouvernement, il est indispensable d'aider la Municipalité à mettre en place les outils adaptés à la régulation de la nouvelle urbanisation » (F. Mauret, 2008).

### Retour au schéma directeur ?

Revenir au Schéma directeur est une bonne idée, puisque rien n'est venu le remplacer. On peut se demander toutefois si ce n'est pas trop tard. Le sort du Beng Kak est-il encore modifiable ? Le *master plan* présenté le 18 septembre à la *Meta House* donne la liste suivante des priorités:

- les infrastructures (voirie)
- encouragement des cités satellites
- Agriculture péri-urbaine
- «réseau vert»: rues avec arbres d'alignement, jardins et parcs
- gestion des eaux et du système de canaux
- préservation de l'héritage urbain
- encouragement au développement économique (PPSEZ)
- protection de l'environnement

Ce sont là de bonnes intentions mais on peut craindre que la réalité en reste assez éloignée, qu'il ne s'agisse là que d'un air de flûte ... tandis que certains font main basse sur la ville.

Il est vrai que pour la voirie il y a des progrès importants: doublement du pont japonais après le doublement du pont Monivong, nouveaux ponts joignant Koh Pich, passages routiers aériens, séparation médiane des grands axes comme le bd Monivong, le bd. Preah Sihanouk. Il est vrai que jardins et espaces verts sont bien soignés ... qu'il y a eu d'importants travaux pour éliminer les inondations en centre ville. On parle d'un tramway centre-ville—Pochentong ... Mais où en est le logement social commencé avec Borei Keila ?

Il faudrait évidemment revenir au Schéma directeur, un document qui synthétise tous les aspects de l'urbanisme de Phnom Penh, qui « fédère tous les acteurs ». C.N.

# le crédit-carbone

## Raphaëlle Deau, Nexus

Directrice au Cambodge de l'ONG Nexus, *carbon for development*, Raphaëlle Deau a fait le 18 octobre à la salle de cinéma de l'Institut français un exposé sur le changement climatique, ses causes, ses effets, rappelant que les pays du Sud-Est asiatique sont particulièrement exposés aux risques avec une très forte population installée dans des zones menacées par les inondations, la sécheresse et la montée de la mer.

Raphaëlle Deau rappelle que six gaz contribuent principalement au réchauffement de la planète par « effet de serre »: le dioxyde de carbone (CO<sup>2</sup>), le méthane (CH<sub>4</sub>), l'oxyde nitrique (N<sub>2</sub>O), etc ...

En réponse à ces menaces: la création au sein de l'ONU, à la Conférence de Rio de Janeiro en 1992, de l'UNFCCC, *United Nations Framework Convention on Climate Change*. Objectif: stabiliser les émissions de gaz à effets de serre.

Adopté en 1997, entré en application en 2004 (après la ratification de la Russie) le **Protocole de Kyoto** introduit le concept de *responsabilités communes mais différenciées*, introduit l'idée d'échanges internationaux: les pollueurs paient ceux qui contribuent à dépolluer; introduit le CDM, *Clean Development Mechanism*.

C'est un bon départ, mais la suite est assez décevante. De nombreux pays ne signent pas le protocole de Kyoto, notamment les Etats-Unis, la Chine, le Japon, l'Inde ... Et alors que la période couverte par le Protocole de Kyoto s'achève fin décembre 2011, la réunion de Copenhague en 2009 n'apporte aucun progrès, celle de Cancun en 2010 apporte des améliorations dans le mécanisme, mais toujours aucune obligation pour les pollueurs.

La prochaine réunion aura lieu à Durban. (suite p. 14)

## Uy Kamal

### CCCO, Ministère de l'Environnement

Le Cambodge a ratifié le protocole de Kyoto en 2003 et a créé au sein du ministère de l'Environnement le Bureau du Changement de Climat, *Cambodian Climate Change Office* ou CCCO, dirigé par M. Sum Thy et M. Uy Kamal.

Le CDM considère deux grandes catégories, nous explique Uy Kamal:

1. **l'énergie renouvelable**: hydroélectricité, biomasse, biogaz, énergie solaire, énergie éolienne ...

2. **la forêt, c'est-à-dire reforestation** (plantation là où il n'y avait pas d'arbres) et **afforestation**: renouvellement et replantation de forêts existantes.

Au ministère de l'Environnement nous ne nous occupons que du point 1, les énergies renouvelables.

Au Bureau du changement de climat du MOE, CCCO, nous sommes responsables du contrôle et de la vérification (*Monitoring, Reporting and Verification, MRV*), des projets dans le domaine des émissions de gaz à effets de serre.

Pour commencer il s'agit d'en inventorier les sources. On prend en compte 5 secteurs: l'agriculture, la forêt, l'industrie (cimenterie par exemple), les déchets, l'énergie. Jusqu'à présent nous avons réalisé deux rapports.

Nous commençons par l'agriculture. Par exemple, on peut utiliser les brisures de riz pour produire de la chaleur, de l'électricité, et cela peut être utilisé par exemple dans les usines de confection qui réduisent ainsi leur consommation d'électri-

## les communautés forestières

Entretien avec **Long Ratanakoma**  
Directeur adjoint au département des Forêts

Il existe un projet-pilote de communauté forestière dans la province d'Otdar Meanchey. Il concerne une surface de 64 318 ha, s'étendant sur 4 districts, 8 communes. Il compte 52 villages, 4 896 familles. Et 13 comités de gestion de ces forêts.

Ces chiffres n'ont pas beaucoup évolué depuis juillet 2009 (cn 278), et pourtant la situation a progressé, «on est maintenant tout près d'avoir rempli toutes les conditions, et le système crédit-carbone devrait fonctionner en 2012».

Les conditions à remplir sont nombreuses. Il ne suffit pas de s'engager à protéger une forêt, il faut que les comités de gestion démontrent qu'ils sont capables de faire progresser la forêt: patrouilles, interdiction des coupes illégales, empêcher les empiètements, mesures contre le feu, etc ... Il faut aussi expliquer ce que l'on fera lorsque le système fonctionnera, lorsque l'on recevra de l'argent.

Ce dernier point doit faire l'objet d'un rapport, et une organisation extérieure, neutre, privée, appelée *validator*, juge si ce rapport est crédible. «Nous avons terminé ce rapport et la société allemande *Tü Sud*, l'a validé».

Avec l'argent que nous recevrons, nous devons réaliser trois tâches, selon la décision du gouvernement:

- améliorer la forêt, par des plantations, des pépinières, des coupe-feux ...

- améliorer le niveau de vie des villageois, selon les besoins locaux (infrastructures, écoles, santé ...)

- et propager le système des communautés forestières.

Le premier point ne pose aucun problème, explique M. Ratanakoma, parce que ces villageois-là vivent essentiellement de la forêt, ils en connaissent très bien la valeur, et déjà depuis

longtemps la protègent contre les coupes clandestines, ils surveillent les risques d'incendie ... c'est leur gagne-pain traditionnel. Avec un peu d'argent, des véhicules par exemple, ils feront mieux. Pour le second point, l'utilisation des fonds: tout est prévu.

Le troisième point est moins facile. Très bien comprise et adoptée par ces villageois d'Otdar Meanchey, la formule crédit-carbone est moins facilement acceptée dans d'autres régions où la forêt ne joue qu'un rôle mineur. Nous essayons dans la province de Siem Reap, mais il s'agit de forêt dégradée et le gain à partir du système crédit-carbone ne paraît pas très rentable aux villageois.

**Améliorer les forêts et vendre du crédit carbone n'est pas simple !**

Une fois la validation du projet obtenue, on est encore loin du but. Il faut réaliser un *Project Design Document* (PDD) que l'on soumet 1) au

*Voluntary Carbon Standard* (VCS) un ONG qui étudie les gains en carbone obtenus par le projet; et 2) à la *Climate Community Biodiversity Alliance* (CCBA) organisme privé qui est reconnu par l'UNFCCC. Chaque fois l'examen dure de six mois à un an. Dans notre cas, la CCBA nous a demandé de revoir notre rapport mais je pense que nous sommes très près du but. Nous sommes sur le net depuis Octobre !

Un calcul simple montre qu'en 30 ans environ 7,1 millions de tonnes de carbone seront obtenus. A environ 7 dollars la tonne, cela fait de 30 à 40 millions de dollars, soit aux environs de 1 million de dollars par an. Cela justifie les efforts !

Il y a cependant plusieurs incertitudes. Qui sont les acheteurs ? De grandes sociétés des pays développés, qui polluent beaucoup, et veulent se racheter; des gouvernements qui adoptent ce système qui diminue la pollution globale et en même temps assiste les PMA; des grosses fortunes privées, pour les mêmes raisons. Mais tout cela est sur la base du volontariat, donc encore incertain.

Une dernière remarque de M. Ratanakoma: le Cambodge est en pointe dans le monde dans ce domaine !

**Raphaëlle DEAU** (suite)

Il s'agit à Durban: - de prolonger Kyoto, et d'obtenir des pays développés qu'ils s'engagent dans un système légal, contraignant, alors que jusqu'ici les non-signataires de Kyoto s'y opposent; - d'élargir l'accord à tous les pays en développement pollueurs; - de faire progresser les mécanismes ad hoc.

Dans la région Sud-Est asiatique, plusieurs pays sont conscients et actifs de diverses manières dans la lutte contre le changement de climat, notamment l'Indonésie, Singapour, le Vietnam, la Thaïlande, et le Cambodge qui a ratifié le protocole de Kyoto en 2003, qui a créé le CCCO au sein du ministère de l'Environnement, un bureau au sein du département des Forêts, une *road map* pour le système REDD (*Reduced Emission from Deforestation and forest Degradation*), et un comité interministériel.

Les interviews de Uy Kamal pour le CCCO et Leng Ratanakoma pour le département des Forêts du ministère de l'Agriculture montrent que tous ces principes, ces mécanismes, ces efforts réels ne se traduisent encore que très peu dans la réalité.

En attendant, que peuvent faire les entreprises pour participer à la lutte commune contre le réchauffement ? - s'informer; - informer le personnel et le motiver; - mesurer les nuisances qu'elles occasionnent («audit carbone»); - réduire ces nuisances (éclairage; nourriture, transports, économies d'énergie, de papier ...); - contribuer à l'information et aux progrès.

Pour trouver un partenaire vendeur de crédits carbone il existe un circuit officiel, conforme au protocole de Kyoto, contrôlé, compliqué, cher, mais avec un prix de la tonne de CO<sup>2</sup> élevé; et un système plus simple (avec des intermédiaires) entre vendeurs des pays en développement et acheteurs; le prix de la tonne est beaucoup moins élevé.

Raphaëlle Deau présente finalement *Nexus*, association sans but lucratif d'ONG et d'éco-entreprises, créée au Cambodge en 2008, qui fait l'intermédiaire direct entre les vendeurs et les acheteurs de crédit-carbone, court-circuitant une quantité d'intermédiaires coûteux.

**CONCENTRÉ D'it !**



Applications dédiées  
Développement web

Système d'intégration  
Audit formation conseil

POC Building, #184, st. 217 (Monirelb) 6ème étage, Phnom Penh  
Tél: 012 213 360 / 011 373 345 / contact@khmerdev.com  
www.khmerdev.com

**UY KAMAL** (suite)

citée (jusqu'à 60 % de diesel en moins), les briquetteries qui utilisent beaucoup de charbon de bois et de carburants, les rizeries qui diminuent ainsi, sur place, leur consommation d'électricité, de nombreuses PME.

On étudie l'utilisation des déchets et excréments dans les villages pour alimenter des installations de biogaz.

Une technologie née en Finlande vise à rendre la maison autonome pour l'éclairage et la cuisine par l'utilisation de ses déchets.

Toutes ces techniques visent à diminuer la consommation de bois, de charbon de bois, et peuvent permettre de bénéficier du système REDD (). Des investisseurs viennent au Cambodge en étudiant l'application.

Tout cela ne fonctionne pas encore dans la pratique. Nous craignons les *intermédiaires cow-boys* qui vendraient n'importe quoi. Nous avons un rôle de contrôleurs.

**Au Cambodge, six projets**

Il existe néanmoins six projets au Cambodge, dont 5 ont obtenu l'enregistrement par l'EB, *Executive Board of UN* :

- **Angkor Bio Cogen Rice Husk Power project**: approuvé par le CDM en 2006: la rizerie *Angkor Rice Mill* utilise les brisures de riz pour alimenter une centrale électrique et réduit les émissions de méthane. C'est un succès.

- **TTY**: projet de biogaz à partir de l'eau issue du traitement du manioc (*cn 278*): approuvé par le CDM; arrêté provisoirement.

- **Samrong Thom**: récupère le méthane produit dans une porcherie qui alimente un générateur au gaz. Approuvé par le CDM. En cours; on peut parler de succès bien qu'il y ait encore quelques difficultés tenant à la méthode. La certification n'est pas encore obtenue.

- **Kampot Cement** : c'est un réel succès, un système de récupération de la chaleur permet de diminuer la consommation de fuel lourd. Système certifié.

- **Kamchay hydro-electric BOT Projet** réduction importante de la consommation de fuel.

- **MH Bio-ethanol Distillery** (au km 6 sur la RN5) projet coréen approuvé par la DNA, *Designated National Authority*: système certifié, mais il y a des problèmes avec l'approvisionnement en manioc à cause des prix; projet en arrêt provisoire.

- **Siam Phong**: autre projet de TTY, avec l'ADB.

- TTY veut mettre en œuvre un autre projet, *Phnom Penh Sugar*, et utiliser la bagasse de la canne à sucre pour produire de l'électricité (50 KWh). Le projet est encore au stade des études.

- un projet japonais pour Kompong Thom: utiliser les brisures de riz dans un gazéificateur et produire 50 KWh d'électricité.

**Concernant les forêts**, depuis la réunion de Bali en 2006 on a imaginé un mécanisme dit REDD.

Premier pas: avec l'administration des Forêts, le soutien de l'UNREDD, le PNUD, la FAO, nous avons établi un secrétariat REDD, qui comporte de nombreux représentants des ministères concernés, l'Environnement (17 personnes), l'Intérieur, le département des Forêts du ministère de l'Agriculture (70 à 80), quelques représentants de l'Apsara (environs d'Angkor), du département des Pêches, de l'Autorité du Tonle Sap ... Nous avons établi un programme, une *road map*, qui comporte deux projets-pilote :

1. dans la province d'Oddar Meanchey (*voir interview Leng Ratanakoma p. 13 sur les communautés forestières*).

2. dans le Mondolkiri, district de Keo Seima un projet de *Forest Protection and Conservation*.

En fait les Etats-Unis ne sont pas favorables au protocole de Kyoto et son avenir est incertain.

Voir « *Tout sur le crédit-carbone* », J.P. Lelagadec, Sum Thy, Leng Ratanakoma, Kimberley Buss, *cn 278*.



# LIVRES

**Raoul Jennar**  
**Khieu Samphan et les Khmers rouges**

**C'**est un livre fortement documenté, à la façon de Raoul Jennar. Voyez à la fin du livre les 418 notes et références, les six pages de bibliographie, les annexes (comment fonctionne le tribunal, etc ...), l'index des noms cités ! Le nombre de travaux, de recherches, de réflexions que les Khmers rouges ont suscités est impressionnant.

Cet étonnant phénomène de l'Histoire n'aura pas seulement remué pendant des décennies des historiens, des écrivains, des médias, mais des diplomates, des militaires, des ONG, des juristes ... C'est une vague énorme, un tsunami que le phénomène khmer rouge a déclenché, avec ses 2,2 millions de victimes (nouvelles estimations), et que voit-on à son origine ? Un très petit nombre de gens qui apparaissent comme toute d'assez piètres personnalités –en tous cas loin d'avoir une stature historique à la mesure des événements.

Ce livre est intéressant à deux points de vue: - il est une forte synthèse de la période khmère rouge, du phénomène khmer rouge, il les fait connaître et comprendre; -et il traite de façon approfondie le cas Khieu Samphan qui sert au livre en somme de fil rouge.

La question: dans quelle mesure Khieu Samphan a-t-il été responsable de ce qui s'est passé ? A l'entendre, à le lire, il n'a rien su, il n'a rien vu, il n'était rien, il n'a rien fait. Raoul Jennar reprend ces points et les réfute systématiquement, documents et témoignages à l'appui, répondant du même coup à l'avocat Paul Vergès qui bien sûr minimise le rôle de son client.

L'histoire commence comme on sait au quartier latin à Paris, avec le Cercle marxiste des étudiants khmers fondé en 1951. Ieng Sary, Ieng Thirith, Hou Yuon, Khieu Samphan, Mey Mann, Thioun Mumm, Son Sen, Pol Pot, s'y rencontrent. Khieu Samphan, particulièrement motivé, engagé, en devient président en 1957, succédant à Ieng Sary. Il écrit une thèse sur «*L'économie du Cambodge et ses problèmes d'industrialisation*». Il revient à Phnom Penh en 1959, Dr en économie avec une réputation de théoricien pur et dur.

Les idées maîtresses des futurs Khmers rouges, Khieu Samphan les exprime déjà. Anti-mondialiste avant que le mot n'existe, il estime qu'*il faut sortir le Cambodge de l'économie mondiale, et restructurer l'économie nationale en s'appuyant sur une économie agricole collective auto-suffisante* ».

Cette autarcie «*nécessite l'élimination de l'influence socio-culturelle des classes pénétrées des techniques et des civilisations étrangères*». On n'obtiendra «*la mobilisation productive de la rente foncière que par voie d'autorité* ». Il faudra changer les mentalités «*par des mesures très sévères*». Khieu Samphan préconise une société où 80 % de la population est paysanne, avec un minimum d'administration, d'industries, de services et d'activités improductives.

Autarcie, collectivisation, agriculture, coercition: il y a là déjà les idées centrales du futur régime khmer rouge. Le grand malheur est que ces étudiants théoriciens, ces idéalistes dont Khieu Samphan était un élément particulièrement doué se sont trouvés au pouvoir.

Leur itinéraire est relaté, re-situé dans l'histoire du Cambodge dans le chapitre *Du Sangkum au Grunk*. Khieu Sam-

phan pour sa part est un moment, en 1962, secrétaire d'Etat au Commerce de Sihanouk, il est député, professeur ... il démissionne en 1967 après la révolte de Samlaut et rejoint ses anciens compagnons au maquis. Lorsque le FUNK est créé il en devient vice-président, puis vice-

Premier ministre et ministre de la Défense du GRUNK ... Sous des titres divers, jusqu'à la fin, il a toujours figuré parmi les très peu nombreux dirigeants des khmers rouges.

C'est lui qui signe avec Son Sen au nom des Khmers rouges, le 23 octobre 1991, les Accords de Paris. Il reste fidèle à Pol Pot, dont il a été l'ami pendant 50 ans, jusqu'au retrait de celui-ci; se rend le 25 décembre 1998.

Il avait les titres, et il avait aussi des responsabilités, par exemple comme président du bureau 870, organe de coordination du Comité permanent du Comité central. Une directive de septembre 1976 ordonne «*les trois extirpations*»: des provinciaux vietnamiens, de ceux qui manquent de foi dans la direction khmère, et de ceux qui sont des mécontents déclarés ».

C'est un livre de chercheur universitaire. C'est aussi un livre passionné. Dans son dernier chapitre, «*Au nom de l'humanité blessée*», Raoul Jennar invective Jacques Vergès: non, ce ne sont pas les bombardements américains qui ont fait le plus de victimes *mais la mise en œuvre d'un projet idéologique dont Khieu Samphan fut un des théoriciens ... les morts que Me Vergès appelle involontaires sont des morts provoquées auxquelles s'ajoutent les morts infligées (...)* Prenez garde, avec votre réécriture d'un passé pourtant récent de figurer au nombre des «*assassins de la mémoire* ».

Face à un Khieu Samphan parfois décrit comme un être un peu falot, jeune intellectuel humaniste sans caractère, utilisé pour son physique mais incapable de décisions, il se fait accusateur véhément. Alors que Khieu Samphan prétend n'avoir été qu'un *compagnon de route* du Kampuchea démocratique, R. Jennar le confond documents à l'appui: qu'il s'agisse des attaques contre le Vietnam, de l'évacuation des villes, de la suppression de la monnaie, de la collectivisation absolue, l'éradication des religions, l'élimination du personnel civil et militaire de la république, la disparition de toutes les libertés fondamentales, les purges ... tout cela, Khieu Samphan le savait et il a fait partie des quelques décideurs, particulièrement actif à «*dépister et exterminer tous les éléments implantés dans nos rangs, dissimulés comme cadres à différents échelons et dans les camps*» (discours au stade olympique le 15 avril 1978).

«*Khieu Samphan a couvert tous les crimes commis de l'autorité que lui confère, à partir de 1976, son titre de président du presidium de l'Etat, crimes à la décision desquels il a participé le 30 mars de la même année* ».

La responsabilité de Khieu Samphan a été d'autant plus grande qu'il inspirait largement confiance, les témoignages abondent. «*Vous avez mis au service du plus abject des régimes votre réputation qui était grande (...)* Vous avez usé de votre crédit pour piéger ceux qui ont cru en vous et vous l'avez fait en toute connaissance de cause ... ».

Ce que l'on sait moins c'est qu'après 1994, sous l'autorité de Khieu Samphan, reniant les Accords de Paris qu'il a signés, au nom d'un gouvernement provisoire et éphémère, «*ses hommes commettent encore de multiples violations des droits humains ...* ».

Décidément Jacques Vergès n'aura pas la tâche facile.

A.G.

**Raoul Jennar** *Khieu Samphan et les Khmers rouges*, 1 vol. 330p. Photos, annexes, glossaire, notes, bibliographie, index. Préface de Robert Badinter; post-face de Youk Chang, *Demopolis* 2011.



Voir: - cn 207 de janvier 2004 «*Qui était Khieu Samphan ?*»; - cn 211: Khieu Samphan: «*L'Histoire récente du Cambodge et mes prises de position* ». Aussi «*Du quartier latin à la forêt* », cn 260, etc ...



# DIVERS



## Norodom Sihanouk rentre au Cambodge

Le Roi-Père est revenu au Cambodge le 27 octobre pour n'en plus repartir, a-t-il déclaré, devant une foule de plusieurs dizaines de milliers de personnes. Ce retour coïncide avec son 89ème anniversaire, et avec le vingtième anniversaire de son retour d'exil.

Les 30 et 31 août 1993, une délégation de l'Assemblée Constituante va rendre visite au prince Sihanouk qui résidait alors à Pyongyang. C'est là qu'est fait le choix de la formule « monarchie constitutionnelle », proposée par le juriste Say Bory et son parti le PLDB. Lui-même républicain, Say Bory explique sa position d'alors : « un système hybride, ni république ni monarchie, laissant la porte ouverte aux luttes partisans pour le pouvoir présidentiel, c'est-à-dire le retour à la guerre, ne peut pas être retenu. Seule une monarchie constitutionnelle moderne peut garantir la stabilité politique ». Il gagne peu à peu ses collègues à cette idée et, à Pyongyang, le prince Sihanouk s'y rallie. Le 21 septembre l'Assemblée adopte la Constitution de 1993.

Pour le récit de la visite à Pyongyang et les circonstances de l'instauration de la monarchie constitutionnelle voir CN 161 : Say Bory **La monarchie, de justesse !** (article d'abord paru en novembre 1993 dans *La Voix du Cambodge*, qui a précédé *Cambodge Nouveau*).

## Le site d'Angkor protégé des inondations

« *Aucun temple n'est endommagé par les inondations* nous écrit le Dr Hang Peou, directeur gal adjoint de l'Autorité Apsara [article « *La remise en eau du Baray Nord*, cn 299]. *Je suis en permanence sur le terrain depuis le 11 septembre pour gérer et protéger nos temples. Nous avons utilisé tous nos connaissances et nos savoir faire avec les moyens qu'on a pour gérer la situation* ».

## Inondations : assistance de la France

Face aux graves inondations qui touchent actuellement le Royaume du Cambodge, la France a décidé de venir en aide à sa population en soutenant l'action de la Croix-Rouge française à Kampong Thom, l'une des provinces les plus affectées. Une aide de 80 000 dollars permettra de financer un projet couvrant les besoins des personnes sinistrées dans cette province. 1 800 familles bénéficieront ainsi d'une assistance alimentaire pendant une durée d'un mois et recevront des kits d'urgence pour faire face à cette situation critique.



## Architecture coloniale: aquarelles à la Maison de la Chine

A la Maison de la Chine, quai Sisowath, a été inaugurée le 20 octobre une exposition d'aquarelles de David Richards sur le thème « *Architecture coloniale au Cambodge, au Laos, au Vietnam* ». Cet artiste rend à merveille le charme de ces bâtiments bien proportionnés, façades à la fois rigoureuses et chaleureuses, escaliers, portes et encadrements de fenêtres, balcons à colonnettes, grilles magnifiques, avec de vastes volumes intérieurs qui créent de la fraîcheur... Cette architecture coloniale fait partie du patrimoine, il est indispensable de la conserver, d'en animer le souvenir, cette exposition vient très à propos, dans le lieu le mieux approprié. Jusqu'au 13 novembre.

## Centrales au charbon

L'Assemblée a approuvé la construction de deux centrales au charbon de 135 MWh, proches de Stung Hav, province de Sihanoukville (cn 290). Produite par *Cambodia International Investment Development Group (Pheapemex)*, l'électricité sera vendue à *Electricité du Cambodge* à un prix non divulgué.

## Exploration pétrolière

La société chinoise doit commencer très prochainement un forage dans le bloc F du Golfe de Thaïlande, environ 34 km de Sihanoukville. La proximité des côtes, et des plages, suscite des réserves du côté des écologistes. Le ministère de l'Environnement demande à la société chinoise des garanties pour le cas de fuites de pétrole.



## Centrales nucléaires au Vietnam

La demande en électricité augmentant très rapidement, et les ressources en hydro-électricité ne suffisant pas, le Vietnam prévoit de construire 8 centrales nucléaires, 13 réacteurs, d'ici 2030, produisant 15 000 MW, 7 % de la capacité totale, avec l'assistance du Japon et de la Russie. Deux réacteurs sont en construction par la Russie. Les centrales japonaises à l'étude seraient opérationnelles en 2021 et 2022. Ce seront des centrales à eau pressurisée. « *Il n'y a pas de tremblements de terre ni de tsunamis au Vietnam* ». Le Vietnam fera appel aussi à l'énergie solaire, éolienne...

## Le prix du riz:

Au coin de la gare, début novembre: 3 300, 2 800, 2 600 riels / kg selon les qualités (début septembre: 3000; 2 400; 2 200).

## Errata n° 301

Feu ! « *Feu placé avant l'article défini ou l'adjectif possessif est invariable* », nous fait observer justement un lecteur attentif. Dans la chronique du livre de Patrick Deville *Kampuchéa (cn 301)* il fallait écrire « *les trois pays de feu l'Indochine* » et non *feue*. Touché !

Dans l'article sur la *Banque*, p. 3., il fallait lire « *Nous avons maintenant plus de 100 000 clients, au lieu d'environ 84 000 l'année dernière* » (et non 840 000).

## Guide Total des Routes et du Tourisme

La cinquième édition, 2009—2010, compte 126 pages. Textes et cartes mis à jour et très enrichis. Plus de 130 photos. Itinéraires. Beaucoup d'encadrés concernant les sites archéologiques, les sites naturels, les zones protégées et l'éco-tourisme, la société, l'économie du Cambodge...

La version en anglais est en vente dans les mêmes librairies.

En vente à *Carnets d'Asie*, *Monument Books*, *International Book Center*, *Peace Book Center*, *Thai Huot Market*, les boutiques *Bonjour de Total*, *The Bike Shop*, *Phnom Penh International Airport*, restaurants *Le Wok*, *Open Wine*, *La P'tite France*, à bord du *Toum Tieu*, *L'Imprévu*, *L'Eléphant Blanc*, ... *Siem Reap International Airport*, *Monument Books* à *Siem Reap*, *Siem Reap Book Center*...



RESTAURANT, DELISHOP & CATERING  
13-15 STREET 57, PHNOM PENH  
023 360 801 - 012 951 869  
contact@commealamaison-delicatessen.com  
commealamaison-delicatessen.com

## CAMBODGE NOUVEAU

le journal des décideurs votre meilleur investissement



Publié par la SERIC  
Directeur - rédacteur en chef  
Alain Gascuel  
photos *Cambodge Nouveau* etc ...  
distribué par e-mail  
depuis le n° 253 de Juin 2007

## CAMBODGE NOUVEAU

n°58 rue 302 - BP 836 Phnom Penh  
portable 012 803 410

E-mail [alain@cambodgenouveau.info](mailto:alain@cambodgenouveau.info)  
Archives [www.cambodgenouveau.com](http://www.cambodgenouveau.com)